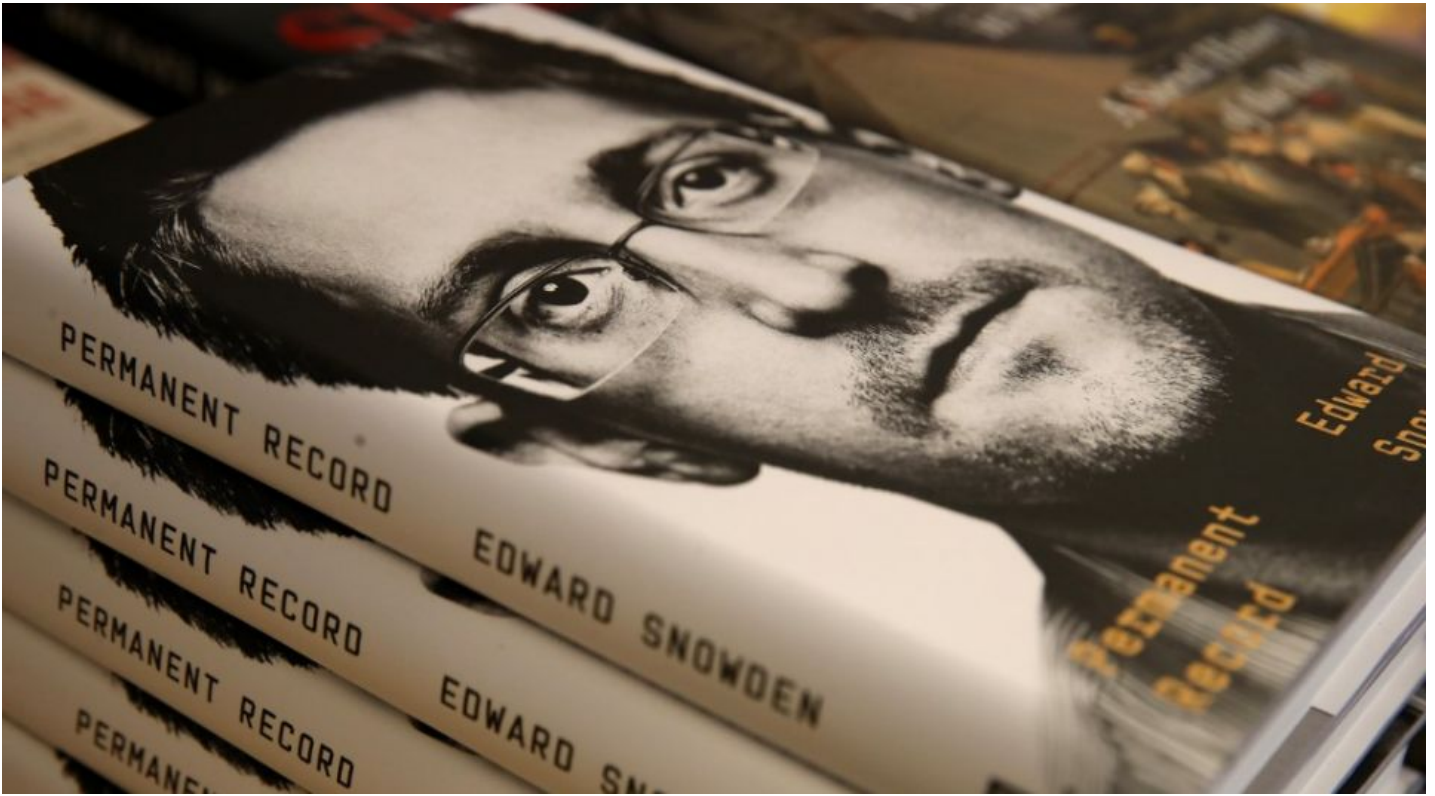


## Mémoires de Snowden : mais où en est-on de la surveillance mondiale à l'heure actuelle ?



Le gouvernement américain a réclamé ce mardi 17 novembre en justice la saisie des recettes de l'autobiographie de l'ancien employé de la CIA et ex-contractuel de la NSA, Edward Snowden, sortie le même jour, ainsi que les revenus qu'il tire de ses interventions publiques.

Avec Franck DeCloquement

### Atlantico.fr : Six après, qu'ont changé concrètement les révélations d'Edward Snowden au système de surveillance globale américain ?

**Franck DeCloquement** : S'il n'était pas évident que nous vivions dans un monde de surveillance globale avant les révélations initiées par Edward Snowden en juin 2013, la chose est aujourd'hui devenue indéniable...Le monde « post-Snowden » n'est peut-être qu'un moment passager, car si changement de régime il y a eu dans la modération de cette surveillance planétaire, il ne l'est peut-être plus qu'à la marge au moment où nous rédigeons ces lignes. Reste que le sentiment de confiance totale a complètement disparu chez nos contemporains. Et si dans nos régimes démocratiques, vous surveillez vos concitoyens « pour leur bien » supposé, rester au pouvoir sans disposer de la confiance de votre population peut s'avérer affaire très délicate pour le politique. En Europe, comme aux Etats-Unis.

Cet incroyable dispositif technologique de surveillance est avant toute chose un instrument de pouvoir géopolitique par lequel les États-Unis et un petit nombre de pays alliés, appelés « les Five Eyes », accompagnés d'un groupe beaucoup plus large d'États peu ou prou reliés, tentent de dominer les autres nations du monde, politiquement, économiquement et culturellement. La surveillance est un phénomène qualifié de « global », parce que des formes de surveillance similaires sont expérimentées un peu partout dans le monde, bien qu'elles soient influencées par les contextes géopolitiques très différents, et souvent plus locaux. Il s'agit au demeurant d'un phénomène aux ramifications internationales étendues et très complexes, qui possède quelques-unes des caractéristiques propres à « l'hégémonie ».

L'une des questions soulevées par les révélations d'Edward Snowden est en définitive celui de l'avenir d'Internet. L'information et ses infrastructures sont devenues des arènes politiques sans précédent, centrées sur la surveillance et le criblage de la vie privée d'immenses ensembles de populations. Et cette surveillance dépend aujourd'hui très fortement de l'extension du numérique et du « Big Data » à tous les domaines de nos vies. Le pouvoir dont il est ici question est à la fois matériel, idéologique et institutionnel. Matériel, car il est principalement constitué de systèmes et d'infrastructures hautement technologiques, idéologique car habillé d'idées normalisées sur la lutte contre le terrorisme, et institutionnel, car rendu matériel et efficace par le travail d'organisations internationales telles que des gouvernements affiliés, et des corporations d'entreprises multinationales de haute technologie.

Les services de renseignement Français étaient effectivement déjà très largement au courant des pratiques d'écoutes de la NSA, et il est plus qu'assuré qu'ils ont depuis adapté leur approche au regard des détails opportunément fournis par Edward Snowden. La problématique générale relève sans doute de la difficulté qu'il y a à faire adopter de « bonnes pratiques » à nos dirigeants pouvant les

mettre partiellement à l'abri des écoutes. On constate trop régulièrement l'appétence de nos ministres ou de nos dirigeants pour l'utilisation inconséquente de smartphones non sécurisés. Une partie congrue des téléphones et des ordinateurs commercialisés sont d'ailleurs livrés avec des systèmes de surveillance préinstallés sur les machines. Or, vouloir échanger de façon « confidentielle » des informations sensibles sur cette base est parfaitement stupide. De cette manière, il n'est pas bien compliqué de récolter des renseignements de premier plan sur les préoccupations réelles de l'adversaire, ou certains secrets d'alcôves. On ne parle même pas du domaine économique soumis à tous les pillages possible... Et cela d'autant plus que les technologies que nous utilisons quotidiennement pour construire nos infrastructures digitales, et celles utilisées par nos économies et nos gouvernants pour communiquer ne sont pas souveraines, mais d'origine américaine pour l'essentiel. Des dispositifs qui sont presque systématiquement pensées et déployés pour permettre à la NSA d'en prendre le contrôle d'emblée à des fins de surveillance ou d'espionnage sur la base d'une prévalence en matière de sécurité nationale. Un concept suffisamment large et flou pour pouvoir tout se permettre. Snowden l'a définitivement démontré par son action.

## **Y a-t-il eu plus de mesures prises par les pays européens pour se protéger davantage de la surveillance américaine ? Qu'a été l'impact de cette affaire dans les esprits ?**

Sans aucun doute. Comme partout ailleurs, en diffusant sempiternellement au sein des entreprises un ensemble de bonnes pratiques « cyber-efficientes » qui, au fur et à mesure que les technologies de surveillance croissent en sophistication, doivent être revues à la hausse et continuellement mises à jour. L'objectif étant de s'assurer que ces nouveaux réflexes de préservation sont scrupuleusement suivis. Mais entre temps, les technologies ont encore évolué. Les failles techniques aussi, ainsi que nos vulnérabilités individuelles également... Nos biais perceptifs. Peu ou prou, nous sommes de très longue date « une colonie numérique américaine », de l'avis général des spécialistes. Le volume de documents qu'a révélé Snowden sans commune mesure dans l'histoire humaine le démontre sans ambages. Et sa méthode d'approche mise en œuvre par le truchement d'un choix drastique de journalistes très spécifiques, était particulièrement innovante pour malgré tout nous le faire savoir. Du point de vue américain, Snowden est évidemment un traître. De notre point de vue, il aura été un informateur de premier plan dans l'histoire contemporaine. La personne ayant eu sans conteste le plus grand impact jamais produit sur nos consciences occidentales, en alarmant tout à la fois un très large public international aux réalités de la surveillance globale des Etats, et en forçant même certains d'entre eux à repenser leurs actions d'emprise technologique sur leurs populations. Avec le recul, l'expression qui lui a été consacrée de « lanceur d'alerte » – ou « whistleblower » – semble très inadéquate pour qualifier sa démarche véritable. Certains commentateurs avisés ont d'ailleurs suggéré que Snowden s'est engagé dans une « parrhesia » – « diseur de vérité » – qui pourrait représenter une expression beaucoup plus adaptée pour le décrire. Son autobiographie semble d'ailleurs aujourd'hui attester cette vision de lui, compte tenu des éléments aujourd'hui disponibles sur son parcours personnel, et sur les événements qui ont présidé à ses choix particuliers. La contribution de Snowden peut être considérée par certains comme un signe de résistance à l'hégémonie et l'emprise incommensurable des Etats-Unis sur le reste de la planète. Une lecture qui est clairement mise en avant dans le documentaire de Laura Poitras datant de 2014, « Citizenfour », et le biopic « Snowden » réalisé par le cinéaste américain contestataire Oliver Stone sorti en 2016 sur les écrans.

Pour l'Amérique d'Obama ou de Trump, Edward Snowden est définitivement un traître, et rien ne lui sera jamais pardonné à ce titre. L'administration Trump a d'ailleurs déposé plainte au civil pour « violation de contrat » et cherche à faire saisir à tout prix les recettes de l'ancien employé de la CIA et ex-contractuel de l'agence de sécurité nationale NSA exilé depuis en Russie, suite à la parution de son dernier ouvrage. « Nous ne permettons pas à des individus de s'enrichir aux dépens des États-Unis », a d'ailleurs commenté à ce titre Jody Hunt, haut responsable au ministère de la Justice, citée dans un récent communiqué. Dans sa plainte déposée près de Washington devant un tribunal fédéral d'Alexandria, le gouvernement américain lui reproche substantiellement d'avoir publié son livre « Permanent record » aux éditions Metropolitan Books (Macmillan), contenant des informations sur la CIA et la NSA. Et ceci, sans en avoir soumis le manuscrit original à ses anciens employeurs en violation des clauses de confidentialité de ses contrats de travail. De son côté, la puissante organisation de défense des libertés ACLU a déclaré que « ce livre ne contient aucun secret gouvernemental qui n'ait été publié auparavant par des organes de presse respectés », a estimé Ben Wizner, directeur en charge des questions de technologies et de droits. Edward Snowden estimant quant à lui que « ce procès ne fera qu'attirer davantage l'attention sur le livre ». Jimmy Wales, le cofondateur de l'encyclopédie libre et gratuite du web Wikipédia, jugeant pour sa part que suite à cette action en justice entamée par les autorités de Washington, « le gouvernement américain vient juste d'assurer la vente d'un million d'exemplaires! »

## **L'espionnage entre pays « alliés » était un secret de polichinelle. Quel impact réel ont eu ces révélations sur les relations entre les pays occidentaux, et les Etats-Unis ?**

Secret de polichinelle ou non, les révélations de Snowden ont fait l'effet d'une bombe sur l'ensemble de la planète. Et bien entendu, sur les relations entre pays occidentaux alliés aux Etats-Unis. Par ailleurs, les dirigeants politiques en sont le plus souvent réduits à se parler frontalement pour les discussions les plus confidentielles, faute de disposer de moyens souverains adéquats. On s'imagine aisément le manque de performance qui en découle au plus haut niveau de l'État. Par ailleurs, la compréhension de la chose technologique est proche du zéro absolu dans les hautes sphères. Seul existe la plupart du temps un vernis de compréhension suffisant pour discourir dans les dîners en ville, ou en tribune. Aujourd'hui, les GAFAM qui sont toutes des firmes multinationales américaines inventées par des ingénieurs américains du code, parlent d'égal à égal avec la plupart des États de la planète.

Ce que l'on subodorait depuis deux décennies au moins dans les services spécialisés est soudain devenu réalité. Depuis la fin de la guerre froide, l'anatomie de « l'ennemi probable » ainsi que la nature de la menace ont radicalement changé. Les progrès de l'intelligence artificielle, de l'informatique et de nombreux autres domaines technologiques en lien avec le digital ayant trait au traitement des mégas données, offrent désormais aux Etats occidentaux de nouvelles formes capacitaires en matière d'ingérence et d'action intrusives belliqueuses « high-tech »... Mais que nos alliés historiques retournent cet arsenal technologique sans commune mesure contre nous – et nos intérêts de puissance – et l'utilise à des fins de suprématie géopolitique et économique, dans une logique de maîtrise et de protection absolue de leurs propres intérêts de sécurité nationale, il y a un pas qu'aucun observateur n'osait franchir auparavant. Snowden par l'ampleur de ses révélations a définitivement atomisé toute forme de naïveté à ce sujet... Même chez les esprits simples. Et l'ensemble des populations occidentales en ont été irrémédiablement bouleversées. Les relents de « complotisme ambiant » actuels n'ont pu que croître en conséquence, et faire corrélativement flores dans les esprits les plus réceptifs, suite à ce dévoilement d'une ampleur inégalée. Matérialisant sans ambages les paranoïas les plus improbables et les pires craintes de flicage dans la foulée, sur un mode naturellement Orwellien. En entrant de plain-pied dans la société de surveillance globale actuelle, nous avons profondément altéré les règles du jeu démocratique, des régimes autoritaires comme la Chine n'ont fait que moderniser leur

---

dispositif de surveillance préexistant. Nous sommes irrémédiablement entrés dans l'ère du soupçon ou « la vérité est ailleurs », selon la très célèbre formule popularisée il y a deux décennies par la série américaine X-Files. Une ère obscure et sombre où la norme comportementale individuelle est de ne « faire confiance à personne ». Et surtout pas au pouvoir politique en place, qui est une posture de principe partagée par près de 80% des Français... Ce régime de défiance généralisé va bien au-delà du politique et des institutions elles-mêmes. On l'a constaté avec la révolte des gilets jaunes ces derniers moi. Le feu couve sous la braise à peine refroidie de la contestation, et la confiance qui est l'élément de base primordial de nos économies contemporaines, mais aussi le ciment de nos sociétés démocratiques s'effrite à grands pas.... Nul ne doute que l'ADN même de nos sociétés finira lui aussi par être très durement affecté par cette mutation accélérée des consciences...

**Alors qu'une demande d'asile déposée par Edward Snowden avait été refusée en France en 2013, le lanceur d'alerte a répété dans une interview qu'il « aimerait beaucoup » qu'Emmanuel Macron lui accorde le droit d'asile. Une telle demande a-t-elle la moindre chance d'aboutir ? Quelles pourraient être les répercussions américaines à un tel acte de défi ?**

Snowden qui est en pleine tournée promotionnelle a en effet lancé un appel du pied au président français Emmanuel Macron, indiquant au conditionnel lors d'une interview sur France Inter qu'il « aimerait beaucoup » obtenir l'asile politique en France.

Certains y sont étrangement favorables comme l'eurodéputée LREM, Nathalie Loiseau, qui a estimé lundi dernier que Snowden avait « rendu service à l'humanité ». La ministre de la justice Nicole Belloubet a de son côté indiqué qu'elle serait prête à ce que la France accueille Edward Snowden, mais l'Élysée n'est évidemment pas sur la même ligne que sa ministre d'Etat, renvoyant promptement ses déclarations intempestives sur le droit d'asile qui pourrait être accordé à des propos personnels qui n'engageait qu'elle... Et même si « rien n'est tranché », comme l'a immédiatement indiqué un proche conseiller d'Emmanuel Macron, à ce stade, il semble très peu probable, voire même totalement inenvisageable que Paris puisse défier frontalement Washington sur ce dossier d'une extrême gravité pour l'hôte de la Maison-Blanche et ses services... Outre-Atlantique, Edward Snowden est poursuivi pour espionnage et vol de secrets d'État, après ses révélations sur l'espionnage à grande échelle organisé par l'Etat américain. En l'accueillant sur son sol, la France se mettrait irrémédiablement à dos Washington, alors qu'Emmanuel Macron a tout fait pendant le G7 organisé à Biarritz pour se rapprocher de Donald Trump. Snowden ne bénéficiera d'aucune mansuétude et d'aucune pitié de la part des Etats-Unis, pas plus sous l'ère Trump que sous la précédente mandature d'Obama. La messe est dite.

Imaginons un instant la réciproque en France ? Quelles réactions auraient adopté notre pays, ses parlementaires et ses dirigeants nationaux plongés dans une telle situation ? Peut-être serons-nous un jour confronté au même problème, même si son ampleur n'aura jamais la même dimension qu'aux Etats-Unis, qui est et reste au demeurant un « Etat continent ». L'avenir nous le dira peut-être.